



Les agents du Rhône s'expriment face au DG

Monsieur le Directeur Général,

Au nom de la réduction des dépenses publiques le gouvernement décline à la DGFIP une politique d'austérité dont vous êtes le maître d'œuvre.

L'implantation des services publics est réduite ainsi que l'accès physique aux services publics. Les plages d'accueil sont rognées, la e-administration se développe augmentant encore la fracture numérique au détriment des populations les plus en difficulté (les personnes âgées, les citoyens qui ne maîtrisent pas le français, et bien sûr, ceux qui n'ont pas d'accès internet).

Dans le même temps les services de proximité sont fermés les uns après les autres augmentant la désertification en milieu rural. Les citoyens ne sont de fait plus égaux quant à l'offre de service public selon qu'ils résident à la campagne ou en milieu urbain. La loi NOTRe donne au préfet de région la possibilité de choisir l'implantation à sa guise des services publics sur le territoire et va accroître encore le phénomène.

Les fusions de services, le démantèlement du réseau avec la fermeture des trésoreries que vous imposez ont des répercussions directes sur la vie des agents.

Tous les services sont concernés. Tous les agents de la DGFIP sont touchés. car c'est bien la liquidation totale de la DGFIP que vous mettez en œuvre.

La coupe est pleine ! Les 36 000 suppressions de postes que la DGFIP a subi depuis 2008 sont insupportables. A cela s'ajoute les vacances de postes dont vous portez l'entière responsabilité en ne permettant pas le recrutement à la hauteur des emplois budgétés.

C'est le constat que la CGT Finances Publiques Rhône fait dans les services du département.

Les agents nous exposent la dégradation continue de leurs conditions de travail. Ils sont en permanence sous pression. Les collègues de Lyon Amendes et ceux du CPS qui travaillent dans ce bâtiment, sont particulièrement exposés.

Autre exemple frappant dans le département, les services de publicité foncière (SPF). Depuis 2008, sur un effectif d'une centaine d'agents pour les seuls SPF de Lyon, nous avons chiffré à plus de 30 les suppressions de postes. Résultat le retard s'accroît pour le délai de mise à jour du fichier et la pression quotidienne sur les collègues augmente. Malgré des renforts permanents et un engagement fort des agents des SPF, reconnu par la DRFIP, la situation ne s'améliore pas. Les conséquences sont énormes pour l'ensemble des autres services, notamment les CDIF, SIE, SIP. La réponse de l'administration consiste à dire : fusion des SPF du département. Cette fuite en avant doit cesser et nous demandons clairement l'arrêt de cette fusion et la réimplantation immédiate à minima des 30 postes supprimés.

Nous pourrions multiplier les exemples : dans les SIP, les SIE, dans la sphère du contrôle fiscal avec le passage en force de l'application MEMO, ...

De plus, les agents des finances, comme tous les fonctionnaires, subissent le mépris des pouvoirs publics et les attaques systématiques contre tous les aspects du statut : la rémunération (gel du point d'indice pendant 7 ans, rémunération au mérite, correction du régime indemnitaire ...), la carrière (notation, mutation, promotion ...) tout y passe !

Pourtant, les tâches sont de plus en plus lourdes et complexes. Tout cela conduit à une détérioration de leur santé, physique et psychique.

Pour toutes ces raisons, la CGT avec les syndicats FO et Solidaires, nationalement et localement, engage un processus de mobilisation à la DGFIP.

Nous vous demandons d'arrêter les restructurations et les fermetures de services. Nous demandons également l'arrêt immédiat des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés.

Nous exigeons l'abandon du pseudo accord PPCR et du RIFSEEP à la DGFIP.

Nous voulons les moyens budgétaires pour l'accomplissement de nos missions et permettre de s'attaquer sérieusement au 70 milliards annuels de fraudes et évasions fiscales.

Nous réclamons également des moyens budgétaires pour un fonctionnement correct de nos services dans des conditions de travail décentes (avec du chauffage quand il fait froid et de la clim quand il fait chaud par exemple!).

Par ailleurs, nous saisissons cette occasion pour vous rappeler également que la CGT est opposée à la mise en place du Prélèvement à la Source (PAS), lourd de conséquences pour nos emplois, notre réseau, et surtout synonyme pour les citoyens de complexité et d'opacité, et dont nous demandons avec notre confédération l'abandon pur et simple.

Nous tenons devant vous à dénoncer le non respect de la réglementation concernant la saisine du CTL ni du CHS-CT pourtant obligatoire lorsque l'organisation du travail des agents est modifiée notamment lors des restructurations.

Nous constatons que le dialogue social à la DGFIP comme ici dans le département du Rhône est purement et simplement un alibi pour faire passer les réformes. Le projet de modification des règles et du fonctionnement du dialogue social que vous présentez en GT national est révélateur sur ce plan.

Aussi, devant votre refus de répondre positivement aux revendications des agents au plan national depuis de longs mois notre délégation CGT refuse de s'asseoir à cette table aujourd'hui. Tout ceci n'est qu'une mascarade et c'est pourquoi nous allons quitter sans plus attendre cette salle et préparer dans tous les services du département la mobilisation des agents pour la grève du 15/11/16.

Lyon, le 17/10/2016